



LE DÉPARTEMENT

Direction Générale des Services
Direction Générale Adjointe Technique
Direction des Routes
Sécurité Circulation Routière
Pôle d'Aménagement Sud Est
Secteur de Brassac
Affaire suivie par Ghislain DURAND
☎ : 05 63 74 41 20
Mél : secteur.brassac@tarn.fr
Réf. C2015125001

ARRÊTÉ TEMPORAIRE SIMPLE DE POLICE DE CIRCULATION (DEVIATION) Route départementale no 171- Commune de LACAZE



Le Président du Département du Tarn,

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet et par la loi du 83-8 du 7 janvier 1983,

VU le Code de la Route, Livre IV, Titre I, chapitre 1 « pouvoirs de police de circulation » et notamment les articles R 411-1, R411-21, R 411-25 et R 411-21-1 (décret 2012-3 du 3 janvier 2012)

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, Livre I, Huitième partie "Signalisation Temporaire" approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et notamment les articles 125, 126, 128 et 135 de ladite instruction,

VU la demande du 08 Juin 2015 présentée par MEDIACO LOCALEV , 75 rue des Lacs 31000 LESPINASSE

CONSIDÉRANT que pour des raisons de sécurité il y a lieu de règlementer la circulation selon les dispositions ci-après,

VU l'arrêté du 03 avril 2015 donnant délégation de signature à la Directrice Générale Adjointe Technique du Département du Tarn,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Pour permettre l'exécution des travaux : Présence d'une grue sur chaussée pour pose fosse toutes eaux sur la route départementale no 171 du PR 9 + 200 au PR 9 + 400 au lieu dit « Roucayrol » sur le territoire de la commune de LACAZE, la circulation sera fermée à tous les véhicules et ceci :

Le 18 Juin 2015 de 09h30 à 12h30.

Pendant la durée de cette interdiction la circulation de tous les véhicules sera déviée ainsi :

Sens VABRE  **LACAZE et LACAZE**  **VABRE :**

RD 171 du PR 9+200 au PR 0+000 (carrefour RD 171X RD 55)
RD 55 au PR 21+740 (carrefour RD 55 X RD 171) au PR 20+489 (carrefour RD 55 X RD 53)
RD 53 du PR 68+900 (carrefour RD 53 X RD 55) au PR 69+040 (carrefour RD 53X RD 55)
RD 53 du PR 69+040 (carrefour RD 53 X RD 55) au PR 76+180 (carrefour RD 53 X RD89)
RD 89 du PR 33+323 (Carrefour RD 89 X RD 53) au PR 40+670 (carrefour RD 89 X RD 81)
RD 81 du PR 43+296 (Carrefour RD 81X RD 89) au PR 51+100 (carrefour RD 81X RD171)
RD 171 du PR 13+068 (carrefour RD 171X RD 81) au PR 9+400

ARTICLE 2 - Ces règles de circulation seront signalées aux usagers par des panneaux convenablement placés, conformément aux dispositions du livre I, huitième partie de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (suivant schéma DC61 du manuel de chantier). La signalisation réglementaire sera à la charge du pétitionnaire, qui sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de jour comme de nuit..

ARTICLE 3 - Cette décision sera portée à la connaissance du public par voie d'insertion dans les journaux locaux et régionaux, et par voie d'affichage à proximité du chantier et dans les communes intéressées.

ARTICLE 4 - La Directrice Générale Adjointe Technique du Tarn,
Le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Tarn,
Le Maire de la Commune de LACAZE,
Le Chef du Pôle d'Aménagement Sud Est,
L'entreprise chargée des travaux,
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont une copie sera adressée au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Tarn.

Albi, le **10 JUIN 2015**

Pour le Président du Département du Tarn,
et par délégation ;
La Directrice Générale Adjointe Technique,



Dominique DUFAU

Diffusion pour attribution :
Tous les acteurs concernés par l'article 4

Diffusion pour information :
La Préfecture (SIDPC et BSR),
Le S.D.I.S. (Pompiers),
Le SAMU 81,
FEDERTEEP (transports scolaires),
Ardial Fiduciaire (transports de fonds),

Original : Service Sécurité Circulation Routière.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux (2) mois à compter de sa notification.